

Burundi : 22 membres de l'opposition victimes d'exécutions sommaires

@rib News, 16/10/2010 â€“ Source AFP Au moins 22 militants de l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL) ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires en septembre 2010, a déclaré samedi le président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains. « Ce qui se passe au Burundi est très alarmant. Beaucoup de personnes sont arrêtées par la police, puis elles disparaissent et on les retrouve mortes quelques temps après. Rien qu'en septembre, on a compté 22 victimes d'exécutions extrajudiciaires », a affirmé le président de l'Aprodeh, Pierre Claver Mbonimpa.

« Toutes ces personnes, qui ont été tuées froidement, sont des mobilisés ou des militants du parti FNL. Les membres des autres partis sont seulement emprisonnés », a-t-il poursuivi, déclarant une « guerre silencieuse ». Ainsi, début septembre, deux civils, militants des ex-rebelles des FNL, avaient été retrouvés morts après leur arrestation par la police dans le nord-ouest du Burundi, avait-on appris de sources concordantes. Une troisième personne interpellée au même moment est toujours portée disparue. « Il n'y a pas à chercher midi à 14 heures: toutes ces exécutions sont commises par quelques agents de la police nationale ou de la Documentation nationale (services secrets) », a accusé le président de l'Aprodeh. « Ce n'est pas toute la police ou la Documentation, mais il s'agit de quelques agents instrumentalisés par des dirigeants politiques », a-t-il insisté. Aucun responsable de la police n'a voulu s'exprimer samedi, alors que le porte-parole des services secrets burundais, Théophile Bigirimana, a tout « nié en bloc », sans plus de commentaires. La répression de l'opposition passe également par de nombreuses arrestations opérées au sein des partis d'opposition, selon la même source. « Plusieurs centaines de membres de l'opposition ont été arrêtés depuis le début de la contestation des élections en mai et aujourd'hui, on compte environ 120 détenus politiques poursuivis pour "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat" », a affirmé M. Mbonimpa. De nouvelles violences au Burundi ont fait plus d'une trentaine de tués ces dernières semaines et semblent confirmer les rumeurs sur la présence de nouvelles poches de rébellion dans le pays. « Nous avons alerté le pouvoir, mais nous constatons que le gouvernement reste silencieux et l'appareil judiciaire absent, alors que des crimes contre l'Humanité sont en train d'être commis au Burundi », a regretté le président de l'Aprodeh, appelant « le pouvoir à mettre fin à ces violations massives des droits de l'Homme ». Plusieurs opposants sont rentrés dans la clandestinité, ou ont fui le pays à la suite des dernières élections générales remportées par le régime du président Pierre Nkurunziza.